

Secteur agricole

Le bilan chiffré de l'année 2017

Willy NDONG

Libreville/Gabon

Présenté comme le « pétrole de demain », le secteur agricole national est-il réellement sur la bonne trajectoire pour devenir le futur moteur de la croissance économique du pays en termes de revenus et d'emplois ? Quel bilan réel peut-on tirer des différents programmes et financements mis en place en 2017 avec les partenaires au développement ? Pour la première fois, le ministère de l'Agriculture nous a ouvert son fichier de statistiques afin d'apprécier les différentes évolutions et réalisations.

Encore à tâtons il y a 4 ans, le secteur agricole gabonais commence à récolter les premiers fruits des lourds investissements consentis par le gouvernement appuyé par les partenaires privés et les bailleurs de fonds. En effet, les chiffres présentés aujourd'hui sur son

évolution parlent d'eux-mêmes et indiquent une progression significative de ce secteur au PIB national.

Selon les statistiques compilées du ministère de l'Agriculture et de la direction générale de l'Economie et de la politique fiscale, en 2017, le secteur agricole a généré 2047 emplois, soit 799 pour l'agriculture familiale et 1248 pour l'Agro-industrie. Du jamais vu depuis près d'une vingtaine d'années. La feuille de route du gouvernement a permis de renforcer la confiance des partenaires techniques et financiers. Celle-ci s'est traduite en 2017 par la signature de nombreux accords de financement, notamment avec la BAD (66,5 milliards), l'AFD (21 milliards), le FIDA (13 milliards) et la FAO (4 milliards).

Au niveau sous-régional, un engagement a été pris pour la mobilisation des financements destinés à la mise en œuvre de 13 projets fédérateurs devant

Premier placement d'exploit	2016	2017	Evolution
Total	18 595	18 642	2 047
Agriculture familiale	2 534	3 333	799
Elevage	826	1 590	564
GRAINE	1 091	1 296	205
PRODIAG	137	267	130
PDAR	360	360	0
AGRO-INDUSTRIE	14 061	15 309	1 248
Olam Palm GABON	9 535	10 885	1 350
Olam RUBBER GABON	1 540	1 428	112
SUCAF GABON	796	796	0
SIAT GABON	2 300	2 300	0

Photo : DR

permettre de positionner le secteur agricole comme moteur de la transformation économique.

Les données sur les agro-industries en 2017 montrent une augmentation des surfaces cultivées de 14% par rapport à 2016. Cette évolution est due principalement au palmier à huile, dont les superficies ont cru de 16% avec une augmentation de 76 % de la production. Soit 7000 MT.

Au niveau de l'agriculture familiale, le projet de développement agricole et rural (PDAR) a permis de réaliser 746 micro projets agricoles.

Ainsi, 251 villages ont été impactés correspondant à 26 171 bénéficiaires directs. 102,6 km de pistes et dessertes agricoles ont été aménagées dans le Woleu-Ntem. Ces pistes ont permis le désenclavement des bassins de production et facilité la commercialisation des produits agricoles tout en améliorant les conditions de vie des populations impactées.

« Au lendemain des Assises sur la redynamisation de l'Agriculture et de l'accélération du Programme Graine, on note une hausse de 33% des surfaces cultivées entre 2016 et 2017 par la prise en compte des ex-

ploitations individuelles et des nouveaux bassins de production d'une part et, d'autre part, par la suppression de la dette des coopérateurs dans les crédits de campagne », indique un technicien du ministère.

ÉLEVAGE* Le projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (Prodiag) a permis d'améliorer la production maraîchère de 25% et en élevage de 13%, avec la mise en production des dernières exploitations dans l'Estuaire.

En effet, on note une augmentation du nombre d'exploitations à 68% ce qui traduit un intérêt des populations aux activités d'élevage dont une proportion de 80% est détenue par les nationaux. Parmi les filières de production, les œufs de consommation (elle couvre 70% des besoins nationaux), les ruminants, la volaille et le porc dont la production est en passe de décoller avec notamment l'entreprise indienne L7H.

En 2017, la formation dans

le secteur agricole a été réalisée essentiellement dans le cadre des projets (Afip, Prodiag...). A savoir 60% dans les productions végétales et 22% dans la production animale. La réhabilitation de l'ENDR et la construction de nouvelles infrastructures agricoles devraient permettre d'améliorer considérablement l'offre de formation. Les activités de certification phytosanitaire ont connu également une augmentation très significative de 591% ! Cette situation est liée à l'accroissement du volume des exportations des agro-industries (Olam et Siat).

L'opération d'agrégation sanitaire débutée en mars a permis d'agréer 75 établissements du secteur agroalimentaire. L'Agence gabonaise pour la sécurité alimentaire (Agasa) a rendu 2 avis sanitaires importants qui ont permis de lever les doutes sur la qualité du riz vendu au Gabon et sur celle des viandes importées du Brésil.

Petit angle

Chronologie de l'activité agricole dans le pays

W.N.

Libreville/Gabon

Janvier 2017 : exportation de 300 tonnes d'huile de palme et 180 tonnes d'huile d'amande / Production 16.240 tonnes d'huile de palme/ Exportation plus de 10.000 métriques tonnes.

Février 2017 : première récolte du Programme Graine : 1.463 Ha de superficie cultivée / 15.984 tonnes de produits vi-

vriers produits (manioc, piment, banane plantain)/ 166 titres fonciers délivrés / 101 coopératives en activité / 1.200 emplois créés.

Avril 2017 : inauguration de l'usine de production de l'huile de palme de Mouila dans la province de la Ngounié. Superficie de 17 Ha / Production : 90 métriques tonnes de régimes de palmier par heure. 138.700 métriques tonnes d'huile de palme brute par an. / Main d'œuvre : 120 emplois créés. Dans l'ensemble de la fi-

lière palmier à huile, nous avons pour 2017 une production de 16.240 métriques tonnes sur une superficie totale de 60.794 Ha avec 13. 619 emplois créés.

Mai 2017 : des investisseurs indiens de L7H intéressés par l'élevage du poulet au Gabon / Production attendue : 36.000 tonnes de poulets de chair par an pour réduire les importations de volailles.

Juin 2017 : les élèves initiés aux métiers de l'agri-

culture avec le projet des « Classes Vertes »/ Les élèves du Lycée de Mikolongo et de l'école primaire de l'Ocra 2 ont été les premiers bénéficiaires de ces formations pour susciter des vocations.

Septembre 2017 : les travaux du premier atelier national et l'atelier régional sur l'initiative de développement durable du palmier à huile au Gabon en collaboration avec le WWF et Proforest a conforté la position du Gabon en qualité de leader

dans la production durable de l'huile de palme. La plantation de Mouila, la plus grande d'Afrique, a obtenu la certification RSPO en décembre 2017.

Novembre 2017 : le Gabon obtient le prix « Champion de la Nutrition », une initiative du Mouvement SUN, constituée de 60 pays membres, d'organisations internationales et régionales. Cette distinction est décernée annuellement aux femmes et aux hommes ayant apporté une contribution ex-

ceptionnelle dans différentes catégories.

Novembre 2017 : la BAD octroie 64,6 milliards de francs pour l'accélération du Programme Graine.

Décembre 2017 : organisation de la Foire agricole de Libreville, édition 2017. Participation active de l'ensemble des acteurs concernés avec un peu plus 113 exposants : exploitants agricoles, éleveurs, transformateurs, grandes distributions.

Perspectives

4 000 emplois en vue pour l'année 2018

W.N.

Libreville/Gabon

LES perspectives de 2018 s'inscrivent dans le cadre des deux politiques publiques exécutées par le ministère de l'Agriculture, à savoir : garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et valoriser le potentiel agricole.

Dans ce cadre, la politique du gouvernement s'appuiera essentiellement sur trois grands projets : le Prodiag 2, le PDAR 2 et le Programme Graine Phase 1.

Le Prodiag 2 bénéficiera d'un financement de l'AFD à hauteur de 21 milliards de francs ; le PDAR 2 d'un appui du FIDA de 13 milliards et le Programme Graine Phase 1 sera soutenu par la BAD à concurrence de 66.6 milliards .

Ces différents investissements devraient générer 4 000 emplois, dont 3 000 proviendraient du développement des agro-industries et 1 000 de l'agriculture familiale.

En effet, l'accroissement des surfaces cultivées du palmier à huile engendrerait la hausse du nombre d'emplois envisagée dans l'agro-industrie. Tandis que le surcroît d'activités résultant du lancement des projets agricoles dans l'agriculture familiale justifierait les emplois créés dans ce secteur.

En matière de production animale, un accent particulier sera mis sur l'élevage de petits ruminants, de porc et de volailles. De même, la production des œufs de consommation augmentera de 12% par rapport aux données de 2017.



Photo : DR

En 2018, un accent particulier sera mis sur l'élevage de porcs et de volailles.

Les investissements additionnels dans l'agro-industrie, notamment ceux du partenaire Olam, vont permettre d'accroître les superficies cultivées de palmier à huile. En effet, en 2018, le secteur devrait bénéficier d'une augmentation des superficies de l'ordre de 20%; passant de 76 854 ha en 2017 à 116 854 ha en 2018. Soit 40 000 ha. Sur le plan institutionnel,

pour mettre en œuvre ces deux politiques publiques, le gouvernement s'appuiera sur les différents opérateurs que sont l'Agence de régulation des productions agricoles du Gabon (Arpag), l'Agence de développement agricole du Gabon (Adag), l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa) et le Fonds de développement agricole(FDA). Ces outils seront opéra-

tionnalisés ou renforcés afin de créer un environnement plus propice aux investissements dans le secteur agricole.

De même, le département s'attellera à mobiliser et sécuriser les terres agricoles dans le cadre de la finalisation du Plan national d'affectation des terres (PNAT).

CROISSANCE * Il faut savoir que sur la période 2014-2017, la croissance agricole s'est établie en moyenne de 10%, soit un gain de 6 points par rapport à la croissance enregistrée sur la période 2010-2013 qui s'élevait à 4% en moyenne.

Cette croissance agricole sur la période 2014-2017 est au dessus de la croissance globale qui a cru de 3%. Cette tendance est liée au développement du partenariat avec le groupe

Olam et au dynamisme de l'agriculture familiale. La croissance du secteur contribue progressivement à l'amélioration des performances hors-pétrole. Cela explique que l'agriculture participe à la résilience de l'économie suite à la crise liée à la chute des cours des matières premières. La part du PIB agricole dans le PIB total s'est accrue de 1 point en moyenne passant de 4% entre 2010-2013 à 5% entre 2014-2017.

« Au regard de ce qui précède et du potentiel du secteur agricole, il est fondamental d'investir davantage dans l'Agriculture afin d'assurer une transformation progressive de l'économie et de générer des emplois durables », estime le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage en charge du programme Graine.